



(VAUCLUSE)

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

### LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT

REF: RJ/FM

N° 015347

**Autorisation  
d'occuper le  
domaine public de  
la commune  
délivrée à  
l'entreprise TIM DE  
MUYLDER et à  
Madame [REDACTED]  
[REDACTED] afin de  
stationner des  
véhicules au droit  
de l'immeuble sis  
122 avenue Philippe  
de Girard à APT (84  
400) en raison de  
travaux de réfection  
intérieure et  
réglementant le  
stationnement.**

Publié le :

17 DEC. 2025

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles, L.2122-24, L.2131-1 à L.2131-3, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.1, L.2121-1, L.2122-1, L.2122-2, L.3111-1 ;

VU le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10 ;

VU le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2 ;

VU le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5,

VU le code de la justice administrative, notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R421-5 ;

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière ;

VU la délibération n°2736 relative à l'élection de Madame Véronique ARNAUD-DELOY en tant que Maire ;

VU l'arrêté municipal en vigueur portant règlementation du stationnement sur le territoire de la commune d'Apt ;

VU l'arrêté municipal n°9932 du 03/09/2018 réglementant le stationnement sur les emplacements soumis au paiement d'une redevance ;

VU le règlement d'occupation du domaine public en vigueur ;

VU la demande en date du 05/12/2025 formulée par l'entreprise TIM DE MUYLDER dont le siège est situé les Bellots à SAINT SATURNIN LES APT (84 490) **téléphone : [REDACTED]** et par

Madame [REDACTED] sous le nom de [REDACTED] domiciliée 122 avenue Philippe de Girard à APT (84 400), **téléphone : [REDACTED]** afin d'occuper le domaine public ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'effectuer des travaux de réfection intérieure de l'immeuble sis 122 avenue Philippe de Girard ;

**CONSIDERANT** que pour permettre les travaux susmentionnés, il est nécessaire de réservier des emplacements aux intervenants au droit du bâtiment sis 122 avenue Philippe de Girard ;

**CONSIDERANT** que la réservation des emplacements donne lieu à une occupation privative du domaine public de la commune d'une part et d'autre part, nécessite la délivrance d'une autorisation ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de veiller d'une part, au respect de l'usage du domaine public, et d'autre part, d'assurer la sûreté et la sécurité publiques ;

**CONSIDERANT** que pour ces motifs, il convient d'une part, de délivrer une autorisation, et d'autre part, de prendre des mesures de protection pour prévenir les accidents pendant la durée de l'autorisation ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services de la commune d'Apt ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** Des emplacements sont réservés à l'**entreprise TIM DE MUYLDER** afin de stationner deux véhicules d'entreprise au droit du bâtiment sis 122 avenue Philippe de Girard à Apt (84400), en raison de travaux de réfection intérieure.

**Article 2 :** Un emplacement est réservé à **Madame Nathalie SOUSTELLE**, propriétaire de l'immeuble sis [REDACTED] avenue Philippe de Girard afin de stationner un véhicule immatriculé [REDACTED] en raison de travaux de réfection intérieure.

**Article 3 :** L'occupation du domaine public est accordée dans les conditions suivantes :

Du 09/12/2025 à 08 heures au 31/03/2026 à 18 heures : trois emplacements sont réservés au droit de l'immeuble sis 122 avenue Philippe de Girard.

Les travaux sont effectués durant la période autorisée par l'**entreprise TIM DE MUYLDER**, tél. [REDACTED].

L'arrêt ou le stationnement est interdit, et considéré comme gênant au sens du code de la route sur les emplacements réservés aux jours et horaires prévus au présent arrêté. Cette interdiction ne s'applique pas aux véhicules de l'**entreprise TIM DE MUYLDER** et de **Madame Nathalie SOUSTELLE**.

Une dérogation à l'obligation de paiement de la redevance est accordée à l'**entreprise TIM DE MUYLDER** et à **Madame Nathalie SOUSTELLE**.

Le chantier est matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire, protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 et/ou K8) et délimité par des barrières.

Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux sont évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Les matériaux (sable, ciment, matériaux de construction et décombres) et l'utilisation de bétonnière doivent être déposés sur un film en PVC ou sur une bâche de protection.

Le nettoyage de bétonnière et autres ne doivent en aucun cas s'écouler dans les caniveaux ou les réseaux d'eaux pluviales.

Le libre écoulement de l'eau dans les caniveaux doit être parfaitement assuré dans tous les cas.

Toutes dispositions sont prises par l'entreprise pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises par l'entreprise pour assurer la sécurité des piétons et des tiers.

En fin de journée, la voie publique doit être parfaitement nettoyée.

**Article 4** : L'autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle est personnelle et inaccessible.

**Article 5** : La signalisation réglementaire mise en place, le balisage et la protection du chantier sont conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Les panneaux sont fichés au sol. La personne responsable de la signalisation du chantier, qui peut être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est : **l'entreprise TIM DE MUYLDER**, **téléphone :** [REDACTED], et Madame **Nathalie SOUSTELLE**, **téléphone :** [REDACTED]

**Article 6** : La signalisation réglementaire est mise en place et entretenue par l'**entreprise EI TIM DE MUYLDER** et Madame **Nathalie SOUSTELLE** en charge des travaux.

**Article 7** : Tout accident corporel ou matériel ainsi que tous les dégâts, occasionnés sur la voie publique ou sur ses dépendances restent sous la responsabilité du pétitionnaire si celle-ci venait à être recherchée.

**Article 8** : La présente autorisation peut être retirée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation ou si le permissionnaire ne respecte pas les prescriptions citées ci-dessus.

**Article 9** : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 10** : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route.

**Article 11** : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction de stationner prévue au présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions

**Article 12** : Le présent arrêté est affiché sur le panneau d'affichage réglementaire de la Mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant toute sa durée.

**Article 13** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

En application de l'article R-421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09, dans le délai de

deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 14 :** Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de la Gendarmerie Nationale, le chef du service de la voirie, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié en la forme administrative à l'entreprise **EI TIM DE MUYLDER** et à Madame [REDACTED]. Il est dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 09 décembre 2025

Le Maire d'Apt

